

Front Ouvrier

Siège : CAFÉ DE L'ESCARGOT
4, rue de Marseille, 4
LYON Tél. PARMENTIER 08-64

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

ABONNEMENT
ANNUEL : 40 fr

DU TRAVAIL ET DU PAIN POUR TOUS

Il est inutile d'être un grand savant pour s'apercevoir que « cela ne tourne pas rond ». Le ravitaillement est sensiblement le même que sous l'occupation, les produits industriels font toujours défaut, le charbon manque, les intermédiaires continuent à piller à la fois le paysan et le citadin. En un mot, la libération sociale n'est même pas commencée. En voulez-vous des exemples récents ? Au début du mois de novembre, des camions partis en Beaujolais pour prendre livraison du vin destiné à l'agglomération lyonnaise, sont revenus à vide. La raison ? les vigneronniers réclament une augmentation de deux francs par litre de vin et accusent les intermédiaires de prélever des bénéfices illicites. Voici plus grave : le charbon manque, cela signifie que les usines tournent au ralenti, que le citadin va se geler cet hiver, que le gaz va continuer à être rationné. La S.N.C.F. se déclare prête, au besoin, à transporter deux ou trois fois plus de houille. Que manque-t-il ? du bois ! Mais on nous signale dans plusieurs endroits l'existence de stocks ou de forêts inexploitées à proximité des mines. Bien plus, certaines mines qui ont encore du bois pour deux ou trois mois sont obligées de chômer sous prétexte d'égaliser les bénéfices !

Voilà deux faits significatifs. Aujourd'hui comme hier l'anarchie la plus complète règne dans la production, et aujourd'hui plus encore qu'hier, anarchie de la production signifie famine et maladie.

Sur quoi peut compter le gouvernement ? Jusqu'à présent il a repris les méthodes traditionnelles qui ont montré leur incapacité pendant les années passées : emprunt 3 % perpétuels, emprunt pour l'Afrique du Nord. Il y a mieux encore : les trop célèbres « Comités d'organisation » de Vichy sont encore en place. Chacun sait que ces comités d'organisation de l'industrie aux ordres de la presque totalité du patronat français se livraient à un marché noir éhonté au profit des grandes entreprises. Quoi d'étonnant que le gouvernement ne puisse rien faire. Le bloc des bureaucrates pourris, des banquiers véreux, des industriels hier au service de l'Allemagne, demain au service de n'importe quel autre Etat dominant, des intermédiaires sans scrupule ; ce bloc là est toujours debout. Il a en main l'argent, les usines, les matières premières. C'est ce bloc qu'il faut abattre, car c'est lui qui organise la famine.

Mais, disent certains, le gouvernement a « pris des mesures ». André Ferrat, dans un article de « Lyon Libre », a fait le procès de ces entreprises partielles, fragmentaires. « Les Comités des Houillères, le Comité des Forges et, surtout, les grandes banques qui les créditent et les contrôlent, ne sont nullement dépossédées par ces mesures. Ils continuent à tenir en main les leviers de commande ». Et il conclut en ces termes : « les mesures partielles sont vouées inévitablement à l'échec, parce que les branches maitresses de l'économie sont interdépendantes et surtout dépendent des banques auxquelles elles sont intimement liées. Ne nous signale-t-on pas déjà que des banques refusent d'avancer les sommes nécessaires à certaines entreprises sous séquestre.

Il convient donc d'agir non pas en séquestrant ici ou là telle entreprise... mais en nationalisant suivant un plan d'ensemble toutes les branches maitresses de la production et les grands établissements de crédit.

La question est posée, mais il faut la résoudre. Quelle est la seule force saine qui peut entreprendre cette tâche ? Nous répondons sans hésiter : les ouvriers et les paysans !

Si l'on veut remettre en marche la production, empêcher le sabotage des trusts et des banques, il faut confier aux syndicats le soin de renseigner les moyens de production, les moyens de transport, les moyens de distribution, de faire un plan de production.

Il faut rogner les dents et les ongles du grand capital en expropriant sans indemnité ni rachats de toutes les industries clés et en nationalisant les banques.

Il faut remettre aux ouvriers, par l'intermédiaire des « Comités d'entreprise » élus, le soin de mettre le plan en action, et de contrôler la production.

Il faut appliquer l'échelle mobile des salaires, et aussi l'échelle mobile des heures de travail qui permettra l'embauchage de tous les ouvriers sur la base d'un salaire vital minimum.

A ces conditions, il y aura du Travail et du Pain pour tous, et l'économie du pays cessant de servir les intérêts de deux cents familles sera enfin au service des travailleurs.

F.O.

PEUPLE voici tes maîtres !

Après deux mois

PRINTEMPS 1944

Parmi les industries intéressantes la vie de la nation entière, qu'il est question de nationaliser — avec combien de prudence et de réserve — figurent au premier plan les industries métallurgiques. Là, comme dans les usines d'automobile, dont nous avons cité Renault en exemple, la concentration horizontale et la concentration verticale se sont opérées rapidement ; elles ont été appliquées simultanément pour assurer la coordination de la production du minerai de fer et du ravitaillement en coque de la métallurgie. Les aciéries de Longwy possèdent des mines de fer dans la région de Longwy et dans celle de Thionville. Un tiers des charbonnages de l'Aulnois ont de gros intérêts dans les Houillères d'Allemagne et du Pas-de-Calais. Le groupement métallurgique Nord et de l'Est — Société Métallurgique de Pont-de-Vendin, Usines de l'Esplanade, Usines Métallurgiques de la Basse-Loire — contrôle des gisements de fer en France et hors de France, des charbonnages dans le Pas-de-Calais, en Belgique, en Allemagne et dans d'autres pays. Les aciéries, fours à coque, usines ententes internationales entre trusts à pays qui, même avant la guerre, étaient loin d'être alliés.

La métallurgie du Creusot est l'œuvre de la propriété de la famille Schneider ; elle est la plus haute, appartenant au trust mondial d'industries spécialisées. Des banques seront créées pour soutenir ces puissants organismes. Le Comptoir Siderurgique de France régit la production et la vente en France, et adhère aux ententes internationales. La Société Louvil, Montbard, Aulnoye, bien plus haut, appartenant au trust Marcel Champin, est étroitement liée à la banque Mirabaud. En 1941, elle a conclu des accords avec le Cartel allemand des tubes pour livrer une grande partie de sa production. En 1943, le Comité des Forges, avec Bénédict, Poyrinhof, Schneider et autres, s'est réuni pour établir un plan d'aide à Hitler, pendant et même après l'occupation. On a dénoncé pendant la dernière guerre la collusion entre les Wendel de France et les Wendel d'Allemagne. La même chose est reproduite à échelle mondiale pendant cette guerre. Si les usines Krupp d'Essen ont pu installer, en 1942, une filiale dans la région parisienne, ce n'est pas sans complicité avec les Schneider. Les trusts sont internationaux, mais non pas internationalistes : ils travaillent pour la guerre, et la guerre travaille pour eux : c'est elle qui leur fait réaliser les plus gros bénéfices. Quelles mesures de séquestre ne suffisent pas à les empêcher de nuire ; tout au plus leur feront-elles adopter ou simuler une attitude plus « patriote ». La classe ouvrière doit réclamer comme mesure d'urgence, et non comme un but lointain, la socialisation complète des industries clés et du crédit.

Claude EYRAND.

prendre leur place à la tête de ceux qui, pendant quatre ans, ont dû vivre au fond des montagnes. Avec ceux-ci arrivent les politiciens, diplomates au gosier ouvrier et au cœur bourgeois ; ils sentent le danger que constituent les groupes armés d'ouvriers qui, sur la base du quartier ou de l'usine, sont bien décidés à mener une épuration rapide et impartiale. Et, dès les premiers jours de leur arrivée, ils commencent à tisser la corde qui doit nous ligoter.

Après deux mois, où en sommes-nous ? L'armée populaire a été remplacée par l'armée régulière, les officiers élus par les soldats dans certains maquis rouges ont été remplacés par des officiers à la solde de la bourgeoisie. A la place des tribunaux populaires demandés par les ouvriers, on a mis des tribunaux civils à activité très réduite, et nos milices ouvrières se parent maintenant du titre pompeux de Garde Civique Républicaine.

Et tout ceci en deux mois seulement ! N'est-il pas bientôt temps de réagir ? CHERVOZ.

ON NATIONALISE.
Le gouvernement vient de décider la création d'un organisme chargé d'étudier la nationalisation des houillères. Il paraîtrait que le « Comité des Houillères », trust bien connu, ne resterait pas inactif. Encore une nationalisation qui se porte bien.

ET ÇA CONTINUE !
Les braves gens de France n'apprennent pas sans surprise que le secrétaire général du Ministère de l'Information est M. Joannès Dupraz, bien connu dans les milieux lyonnais réactionnaires et capitalistes. (« Démocrate », 11 novembre.)
Maîtres d'hier : les capitalistes.
Maîtres d'aujourd'hui : les capitalistes.

RADIO RÉPUBLICAINE ?
A l'occasion de l'anniversaire de la dissolution du Club des Jacobins, en 1790, la radio de la République (?) française a fêté les Jacobins eux-mêmes et l'« odieux régime de la Terreur » ! On aurait cru entendre Maurras !

LE « CAS ANGELI »

Ainsi, le jugement qui condamnait à mort le traître Angeli, ex-préfet du Rhône, vient d'être cassé ! Belle victoire pour la réaction. Les pouvoirs publics se seraient-ils, par hasard, laissés émuouvoir par quelques manifestations d'étudiants réactionnaires ? Et auraient-ils, à dessein, pris pour la volonté profonde du peuple ce qui n'était, en fait, que les cris de gens qui, avec Angeli, cherchaient également à sauver Maurras ? Certes, la véritable volonté du peuple aurait dû se montrer dans d'éclatantes contre-manifestations. Mais elle ne l'a pas fait ou presque pas, aucune organisation ouvrière n'ayant appelé les travailleurs à donner avec fascistes la leçon qu'ils méritaient. Cette volonté n'en est pas moins évidente. Le peuple avait applaudi à la condamnation d'Angeli, parce qu'il ne comprenait pas qu'on puisse laver des crimes commis dans la région sur laquelle il avait toute autorité, un préfet régional ayant sous ses ordres toute la police et toute la magistrature. Parce qu'il pensait qu'un des serviteurs les plus haut placés d'un régime qui tendait à l'asservissement, à la déportation et au massacre des travailleurs, ne pouvait pas être innocent des crimes commis. Parce qu'il se rendait compte que si l'on graciait Angeli à cause de ses bonnes intentions, il n'y avait plus de raison pour ne pas absoudre Pétain et Laval.

Jugement cassé pour vice de forme ? Se moque-t-on de nous ? Nous trouvons, quant à nous, que l'épuration va trop lentement. Les réactionnaires, eux, pensent que la justice d'un tribunal dont les jurés avaient tous été choisis parmi des résistants éprouvés, va trop vite. La justice réactionnaire veut reprendre le dessus. Pour empêcher de triompher, LUTTONS TOUS POUR LA CONSTITUTION DE TRIBUNAUX POPULAIRES ÉLUS, capables d'assurer une VÉRITABLE ÉPURATION.

Epuration !

L'épuration est à l'ordre du jour ; c'est-à-dire qu'on en parle surtout beaucoup.

Mais qu'entendons-nous, ouvriers, par « épuration » ? C'est la signification réelle de ce terme qu'il faut une fois pour toutes dégager.

Or, elle est extrêmement simple : nous voulons nous attaquer à la cause profonde du mal qui ronge la société toute entière et qui, suivant les circonstances, prend telle ou telle tournure. Ce mal, c'est le régime capitaliste, quelle que soit l'étiquette dont il se pare. C'est le régime capitaliste, arrivé à un stade où il n'est plus capable de faire progresser la société, mais où il la plonge toute entière dans la barbarie que sont la guerre, le fascisme et toutes les autres formes d'extermination de richesses matérielles et morales accumulées par des siècles de civilisation.

Mais le régime capitaliste ne veut pas mourir. Et l'exploitation, détournée de ses véritables buts, du profond désir populaire de voir châtier les exploités et profiteurs de tout poil, est plus que jamais nécessaire à la bourgeoisie dirigeante pour se maintenir au pouvoir. Aussi fait-elle tout son possible pour nous faire croire que ce désir est comblé par la condamnation ou l'exécution de quelques boues émissaires.

On nous parle de « bons » et de « mauvais » patrons, de patrons « collaborateurs » et de patrons « résistants ». On veut à toute force nous faire admettre que le capitalisme n'est pas, en son entier, coupable. Or, nous savons que trop, nous autres exploités, qu'il n'y a pas de « bons » et de « mauvais » patrons. Qu'est-ce que cela peut bien nous faire si Dupont a fabriqué de bonne grâce pour l'occupant et Durand à contre-cœur ; l'un et l'autre n'en ont pas moins empêché des bénéfices produits par l'exploitation de notre travail.

Nous savons que ceux qui sont prêts à se jeter dans les bras de n'importe quel capitalisme pour sauver leurs intérêts cupides se rendent parfaitement compte qu'une véritable épuration jetterait à bas leurs privilèges. Aussi, nous demandent-ils de rester dans la « légalité » et de faire confiance à « leur » magistrature (laquelle montre quotidiennement quels intérêts elle défend), faisant planer le spectre de l'anarchie et des exécutions sans jugement.

Or, moins que quiconque, les travailleurs ont intérêt à l'anarchie et ils réprouvent les exécutions sommaires. Ce qu'ils veulent, c'est simplement juger eux-mêmes leurs exploités, et pour cela ils ne peuvent faire confiance qu'à des tribunaux populaires, élus démocratiquement dans chaque usine, chaque quartier, chaque village. Seuls, ces tribunaux populaires

LE CONGRÈS DU PARTI S. F. I. O.

Du 9 au 12 novembre 1944 vient de se tenir, à Paris, un Congrès national extraordinaire du Parti socialiste.

Mais ceux, hélas ! qui attendaient du nouveau, ceux qui croyaient que cinq ans de guerre impérialiste et de répression avaient appris quelque chose aux vétérans de la II^e Internationale, furent cruellement déçus.

Le Parti socialiste 1944 a absorbé tous les groupements dissidents qui s'étaient formés tant à la gauche qu'à la droite du Parti socialiste d'avant-guerre ; ses cadres sont rajeunis, car la répression et la trahison ont éclairci ses rangs. Il semble donc, de prime abord, que tout cela devrait le rendre plus dynamique. Mais ce rajeunissement, tout de surface, ne lui a rien apporté quant au fond ; et ce n'est pas le verbiage soi-disant révolutionnaire des ex-pivertistes qui y changera quelque chose. Bien des militants socialistes l'ont ressenti. La proposition de la Fédération du Rhône de changer son nom en celui de Parti démocratique et révolutionnaire le prouve.

Ce n'est pas en changeant le nom qu'on change le contenu. Ce que la classe ouvrière attend, c'est un programme d'action clair et net, un programme qui mette au premier plan ses aspirations les plus profondes, un programme qui lui montre la voie vers son émancipation, et les moyens d'anéantir ses ennemis de classe.

Le marxisme possède en lui tous les moyens d'établir un tel programme, mais il y a beau temps que les partis de la II^e Internationale ont abandonné le marxisme, se vouant par là à l'impuissance.

Les résolutions finales du Congrès, publiées après quatre jours de discussions, ne sont que le couronnement d'une politique opportuniste et montrent éloquentement où mène l'abandon de la lutte de classe.

En voici les passages saillants : « Le P.S. proclame que la première tâche est de tout faire pour conquérir, avec tous les alliés de la France, la victoire totale et rapide. »

Le P.S. se soumet donc sans conditions aux buts de guerre de pays capitalistes, en sacrifiant les buts de guerre socialistes, ainsi que les moyens de lutte socialistes. Car seul un pays, qui est véritablement engagé dans la voie des réalisations socialistes de la liquidation complète des trusts, du contrôle ouvrier sur la production, d'une armée populaire, pourra mener une guerre révolutionnaire.

« Le P.S. est résolu à empêcher le retour offensif chaque jour plus menaçant des féodalités industrielles et bancaires ». Phrase vide de sens, quand on ne montre pas par quels moyens on entend empêcher le retour ; et le seul moyen est la socialisation sans rachat et le contrôle ouvrier par le tranchement de capitaux.

Et, plus loin, on parle de socialisation «... des usines et des secteurs spécialisés, mais dotés d'une large autonomie ; les usines seront, comme les secteurs, administrés par les travailleurs associés aux techniciens et aux représentants des intérêts généraux ; chaque conseil tripartite légitimé sous réserve d'accord avec ces trois secteurs... » Que signifie : « les représentants des intérêts généraux » ? Seuls les ouvriers contrôlant les techniciens avec leur collaboration sont capables de libérer l'économie de la tutelle capitaliste.

Pour la paix : « une organisation mondiale de sécurité collective fondée sur la justice ». Que voilà du nouveau, du nouveau et de l'original ! On appelait cela autrefois S.D.N., et elle semble avoir assez mal réussi en ce qui concerne la sauvegarde de la paix. Seuls les Etats-Unis socialistes d'Europe et du Monde pourront assurer à l'univers la paix à laquelle il aspire.

Et de l'Allemagne : « L'Allemagne d'où les institutions nazies seront extirpées devra être entièrement occupée par les alliés... » Nous regrettons le changement de ton avec le « Populaire » de la clandestinité qui demandait « que la machine de guerre nazie soit détruite sans que le peuple allemand soit touché ». Le P.S. n'exprime plus sa confiance en une révolution prolétarienne allemande pour sa libération du carcan fasciste. Ainsi le P.S. prend une grave responsabilité vis-à-vis de ses frères allemands qui ont payé de leur vie pour le socialisme. Le massacre de 10.000 socialistes, communistes, syndicalistes et autres représentants de la classe ouvrière allemande, une des récentes exterminations scientifiques de masse ordonnées par Himmler, montre l'irréductible opposition entre la classe ouvrière allemande et la tyrannie hitlérienne.

Le P.S. demande que les industries allemandes passent sous le contrôle allié. Est-ce pour permettre aux trusts alliés de mettre la main sur les trusts allemands, et de se fortifier ainsi aux dépens des travailleurs, que nous luttons ? Encore une fois, nous pensons que le problème allemand ne sera résolu que par le règlement général des questions nationales, c'est-à-dire par l'entrée d'une Allemagne socialiste dans une Fédération européenne socialisée à l'échelle internationale.

Nous sommes obligés de constater que, malgré le rajeunissement des cadres, le P.S. n'a rien apporté qui puisse nous amener sur la voie du socialisme international.

La classe ouvrière, absorbée par de cruelles réalités quotidiennes, a besoin d'un Parti intransigeant et un programme clair et sans équivoque. Ou elle trouvera l'un et l'autre et prendra le pouvoir, ou l'univers s'enfoncera davantage dans la barbarie dans laquelle l'a plongée le régime capitaliste.

PROLO.

pourront châtier les exploités, les profiteurs et les bourreaux et faire d'« épuration » autre chose qu'un mot vide de sens. Seuls, ils seront capables de procéder à une véritable épuration, c'est-à-dire à la mise hors d'état de nuire ou à l'extermination de tous les exploités.

C'est à travers ses tribunaux populaires, ses Comités et ses Conseils élus que le peuple des travailleurs « épurer » le pays du capitalisme et créera par là toutes les conditions nécessaires à une véritable démocratie ouvrière.

MAGNEUX.

Jeunes... attention !

En Angleterre, lors d'un jeune montrait, dans son syndicat ou dans son parti, un ardeur révolutionnaire alliée à de réelles capacités, on se gardait bien de l'attaquer de front. On s'efforçait, avant tout, de l'isoler, de le contrôler, tout en lui permettant d'accéder à des postes responsables. Petit à petit, guidé par l'ornière, pourvu

d'une place de permanent, voire de député aux Communes, le jeune gars perdait peu à peu sa flamme, s'appropriait les méthodes des vieux routiers du parlementarisme, et finissait dans la peau d'un bureaucrate réformiste.

Il semble qu'aujourd'hui, ce danger menace un certain nombre de jeunes placés à des organes de direction régionaux ou nationaux — la bourgeoisie, en effet, tend à installer ses méthodes de corruption et de pourriture partout. Et ce danger est d'autant plus grand quand elle a apparu à des jeunes qui ne connaissent pas encore les mille et un moyens qui détournent un révolutionnaire vers la trahison.

Pour ce travail de corruption, elle peut compter sur des alliés dans le sein même de la jeunesse. C'est d'abord le scoutisme français qui détourne la volonté révolutionnaire des jeunes vers des jeux puérils, et essaie de mordre sur la jeunesse ouvrière. C'est l'Association catholique de la Jeunesse française, d'autant plus dangereuse qu'elle a appris le langage révolutionnaire (mais non la réalité révolutionnaire). (Suite page 2, colonne 3)

SUR LE FRONT OUVRIER

S. N. C. F.
Auxiliaires. — La mesure d'augmentation prise depuis la libération n'est pas encore en application. Jusqu'ici, les auxiliaires n'ont reçu que des avances sur augmentation. Qu'attend-on pour appliquer le tarif prévu? Les auxiliaires voudraient bien le savoir.
Employés. — Au début, on avait parlé de 40 % d'augmentation. A l'usage, on s'aperçoit qu'il s'agit de 30 %. Les employés de la S.N.C.F. de Lyon ont protesté contre ce tarif insuffisant, car ils savent que depuis la dernière augmentation ce n'est pas de 40 %, mais de 60 à 70 % que la vie a augmenté. Résultat : le panier de la ménagère se vide de plus en plus.

BERLIET SOUS SEQUESTRE.

André Philip dit : « Il ne faut pas manquer notre coup car, sans cela, nous prouverions à la classe ouvrière n'est pas capable de gérer une entreprise. »

La question n'est pas là. Nous savons que « nous manquerons notre coup » si les trusts qui fournissent les matières premières et les machines, si les banques qui donnent les crédits restent aux mains des saboteurs capitalistes.
Pour « réussir notre coup », étiquons la nationalisation immédiate des grandes entreprises et des banques, sans rachat ni indemnités, et le contrôle ouvrier sur la production par les Comités d'entreprise élus.

ROCHET-SCHNEIDER.

Nous faisons appel à la nouvelle section syndicale de l'usine pour la prise en main de la défense de la catégorie d'ouvriers la plus lésée : la manœuvre de peine. La plupart des manœuvres peinent dur et sans arrêt et, maintenant, par la nouvelle répartition de la prime de production, sont désavantagés. Il faut que ces ouvriers reçoivent une compensation pour la diminution de leur part dans cette prime, ainsi qu'une augmentation de leur salaire vraiment trop bas.

CHEZ BERLIET.

On a bien nationalisé Berliet, mais on a oublié de nationaliser les trusts qui lui fournissent les matières premières. Résultat : alors que le Comité de gestion comptait sur une augmentation de 10 à 20 % sur les prix des matières premières, la hausse est actuellement de 80 %. Le prix de revient d'un châssis se trouve, de ce fait, augmenté de 50.000 francs environ. Il est évidemment impossible d'augmenter autant le prix de vente. Conclusion : la gestion ouvrière risque de se trouver rapidement déficitaire et se condamner elle-même par là. Moralité : comment on sabote une expérience

de socialisation de Brun échouée. La mère « Darré-Touche » est toujours en fuite. Gageons qu'elle laisse des traces de son passage : quelques millions bien distribués entretiennent l'inertie et la résistance passive de ses bons amis d'autrefois. Il faut briser le cercle du capital. Il faut créer des coopératives paysannes et les intéresser à la marche de l'usine. Il faut surtout multiplier les socialisations et expropriation tous les détenteurs directs ou indirects, ouverts ou camouflés de « Darré-Touche ». Tous les ouvriers de l'isère sont solidaires de leurs camarades de chez Brun. Une réussite chez Brun, c'est une victoire pour tous. Et cette réussite ne peut être acquise que si l'expérience est étendue aux autres entreprises.

REGIE V. F. O. (Grenoble).
Le directeur de la Régie, Jean Berné, a été arrêté (pas longtemps) par le Comité d'épuration de Gre-

noble. Aussitôt, une délégation de syndicalistes se présentait au C.D.L.N., demandant le changement du directeur qui, depuis un an, refusait les augmentations de salaire autorisées aux cheminots en application des ordonnances nazies. Car ce monsieur escortait avec sa voiture personnelle les trains spéciaux précédés des locomotives haut-le-pied des militaires qui montaient à leur école d'Uriage. Il était d'ailleurs soutenu par l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées (qui a eu, depuis la Libération, de l'avancement!) car pour ce monsieur c'était là une source intéressante de pots de vin.

Toutes les pressions venues d'en haut grâce à la ferme attitude du Syndicat, soutenu par le C.D.L.N., n'ont rien pu faire et Jean Berné a dû laisser sa place à un résistante qui a décidé de satisfaire les exigences, légitimes d'ailleurs, du Syndicat. Celui-ci demande en outre à ce que le personnel soit représenté au Comité d'administration de la Régie qui, jusqu'alors, ne comprenait que les hommes des trusts A.F.C., Ugi- ou autres. Le Syndicat doit lutter jusqu'au bout dans ses revendications.

LA VISCOSE (Grenoble).

L'usine va fermer : on donne comme raison le manque de matières premières. C'est certainement un bon prétexte, mais il est curieux de constater que ces difficultés techniques surgissent au moment où la classe ouvrière relève la tête après quatre années de servitude complète. Lorsque les flics d'Hitler étaient là, nos patrons « résistants » se débrouillaient bien pour leur donner satisfaction et faire tourner coûte que coûte leur usine. Maintenant, il s'agit de reconsidérer les questions sociales, de rétablir les libertés syndicales et le patronat de combat provoque un lock-out général.

Les ouvriers de la Viscoze ne doivent pas se laisser aculer au chômage. Pour la défense de leurs droits, pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour préparer la gestion ouvrière de l'usine, qu'ils constituent leurs comités d'usine! Ceux-ci devront arracher progressivement à la direction le contrôle sur la comptabilité, le service commercial, l'embauche et la répartition du travail entre tous. Chacun doit prendre ses responsabilités et se préparer à remplacer la direction actuelle qui fait preuve d'incapacité, sinon de sabotage.

CHEZ BRUN.

On a socialisé l'usine ; mais la farine n'arrive pas. Pourquoi? Les Pouvoirs publics auraient-ils moins de pouvoir que la princesse du Biscuit? La réponse sera trouvée si l'on veut bien chercher qui a saboté la socialisation de Brun échouée. La mère « Darré-Touche » est toujours en fuite. Gageons qu'elle laisse des traces de son passage : quelques millions bien distribués entretiennent l'inertie et la résistance passive de ses bons amis d'autrefois. Il faut briser le cercle du capital. Il faut créer des coopératives paysannes et les intéresser à la marche de l'usine. Il faut surtout multiplier les socialisations et expropriation tous les détenteurs directs ou indirects, ouverts ou camouflés de « Darré-Touche ». Tous les ouvriers de l'isère sont solidaires de leurs camarades de chez Brun. Une réussite chez Brun, c'est une victoire pour tous. Et cette réussite ne peut être acquise que si l'expérience est étendue aux autres entreprises.

PLUS ÇA CHANGE...

A quoi reconnaît-on un gouvernement bourgeois et réactionnaire? Pas aux paroles, bien sûr! Tous les hommes d'Etat, qu'ils soient Führer ou Maréchal, ont aujourd'hui un langage révolutionnaire. Ça brouille les cartes, le peuple s'y laisse prendre et ça n'engage à rien.

Mais aux actes peut-être? Par exemple, un tel gouvernement n'aime pas voir le peuple armé, surtout pas les ouvriers. Il est alors facile de comprendre ce qui se passe en Grèce et en Belgique où les Alliés font savoir qu'ils donneraient à l'occasion la main pour désarmer la résistance, pourtant tant louée hier lorsqu'elle faisait besoin.

C'est ce qui s'appelle rendre l'indépendance et la parole aux peuples asservis, les laisser libres de diriger eux-mêmes leur destin. De même, en France, où on a presque réussi à liquider les F.F.I. et les Milices Ouvrières Patriotiques, tout au moins à les détourner de leurs objectifs de classe.

Car lutter contre la bourgeoisie et l'impérialisme étranger, la bourgeoisie française le veut bien, mais c'est tout différent, n'est-ce pas, lorsqu'il s'agit de ses propres affaires, de ses trusts nationaux, de son impérialisme chauvin.

Une autre pierre de touche révolutionnaire : la politique financière des gouvernements et les hommes qui la mènent. Qui était M. Legercq, ministre des Finances? L'humanité du 11 novembre nous fait l'historique de sa carrière : Administrateur de la Société Européenne de l'Ammoniaque - Administrateur de l'Union Européenne (Trusts Schneider) - Administrateur de la Société Métallurgique et Minière des Terres Rouges - Directeur de l'Union Européenne, Industrielle et Financière - Administrateur de la Compagnie Franco-Polonaise de Chemins de Fer - Administrateur de l'Ungarische Allgemeine Kreditbank - Administrateur des Combustibles Magnésitwerke - Président du Comité d'Organisation des Combustibles Minéraux Solides - Membre de la Commission d'Etude de l'Organisation économique - Membre du Conseil consultatif du Centre d'Informations interprofessionnel - Membre du Comité consultatif de l'Office Central de Répartition des produits industriels - Administrateur du Crédit Lyonnais - Administrateur de la Compagnie Générale d'Electricité - Administrateur à l'Electricité de Marguise - Administrateur de la Société Chimique de Gerland - Administrateur des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris.

Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es... M. Legercq est mort accidentellement, mais il a eu le temps d'émettre au nom du gouvernement provisoire un grand emprunt la Libération.

Comme dit le populaire, cherchez à qui le crime profite! Pas aux ouvriers, sans doute, ni aux employés, pas au métal, pas à l'instituteur, ni même aux petits paysans. Mais que voilà donc une belle aubaine — inespérée? — pour tous les exploités, les profiteurs, les trafiquants. Voilà où ils pourront caser leurs bénéfices de guerre et de marché noir.

Passez muscade. Plus rien dans les poches, rien dans les mains, une conscience tranquille et un alibi de grand patriote en tant que soutien financier du gouvernement.

Et aussi un solide paquet d'actions anonymes dans un coffre-fort de banque.

Au nom du peuple et pour le peuple, qu'ils disent! Dans l'ordre et l'union, pour la liberté, qu'ils proclament! Un roulement de tambour, un discours patriotique, une bénédiction post mortem, et qu'on n'en parle plus!

REVOL.

LENINE NOUS PARLE DE DÉMOCRATIE

« La démocratie pour une infime minorité, la démocratie pour les riches, telle est la démocratie de la société capitaliste. A en considérer de plus près le mécanisme, nous ne verrons partout et toujours, dans les « menus » (soi-disant menus) détails de la législation électorale (cens domiciliaire, exclusion des femmes, etc.), aussi bien que dans le fonctionnement des assemblées représentatives, dans les obstacles de fait au droit de réunion (les édifices publics ne sont pas pour les « misérables » aussi bien que dans la structure purement capitaliste de la presse quotidienne, etc., etc.), nous ne verrons qu'atteintes au principe démocratique. Ces limitations, exceptions, exclusions, entraves pour les pauvres paraissent menues, surtout à ceux qui n'ont jamais connu le besoin et n'ont jamais fréquenté les classes opprimées, ni connu de près leur vie (et ce sont les neuf dixièmes, sinon les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des publicistes et des politiciens bourgeois) mais, totalisées, ces limitations éliminent les pauvres de la politique et de la participation active à la démocratie. Marx a parfaitement saisi ce trait essentiel de la démocratie capitaliste, quand il dit, dans son analyse de l'expérience de la Commune : « Les opprimés sont autorisés, une fois tous les trois ou six ans, à décider quel sera, parmi les membres de la classe dominante, celui qui, au Parlement, les représentera et les écrasera! »

« Mais le passage de cette démocratie capitaliste, inévitablement élitiste, excluant tournolement les pauvres et, par suite, hypocrite et menteuse, à une démocratie de plus en plus parfaite, ne s'opère ni aussi simplement ni aussi aisément que l'imaginent les professeurs libéraux et les opportunistes petits bourgeois. Non, le progrès, c'est-à-dire l'évolution vers le communisme, s'opère à travers la dictature du prolétariat, et il ne peut en être autrement, car il n'y a pas d'autre moyen que la dictature, ni d'autre agent que le prolétariat, pour briser la résistance des capitalistes exploités. »

(LENINE, « L'Etat et la Révolution », ch. V, pp. 99 et 100.)

Du travail pour la C. G. T.

Depuis le rajustement des salaires et grâce aux heures supplémentaires, les ouvriers spécialisés, surtout dans la métallurgie, arrivent à se faire des quinzeaines de paye assez élevées, en argent bien entendu.

Pour ce qui est du pouvoir d'achat, c'est macache et midi sonné! Tout augmente, malgré les promesses du gouvernement. Ce qui augmente aussi avec la hausse des salaires, ce sont les contributions. On cède 10 à 14 % de nos salaires, rien que pour les impôts. N'étant pas des capitalistes, impossible de se soustraire ou de dissimuler, n'est-ce pas? Les contributions sont prélevées à la paye même.

Nous demandons à la C.G.T. d'appuyer la revendication des ouvriers et employés et de faire pression sur le ministère des Finances afin qu'il revise les taux de l'impôt cédulaire.

COMITÉS D'ENTREPRISE.

Monsieur Parodi, parlant du projet de création de comités d'entreprise qui doit être publié à « l'Officiel » avant quinze jours, a dit que ce que le gouvernement se proposait, n'était pas une expérience de gestion directe totale, mais un effort très sérieux pour associer les ouvriers à la gestion.

Il arrive souvent que les espoirs révolutionnaires des masses se réalisent dans des formes inoffensives pour la bourgeoisie. La bourgeoisie, accablée par la volonté ferme de la classe ouvrière, reprend maintenant le mot d'ordre de comité d'usine en lui retirant tout contenu révolutionnaire, espérant ainsi le prolétariat l'acceptera tel quel.

C'est à nous d'y parer. Nous prendrons donc des comités d'entreprise, et les transformerons en vrais comités au service de la classe ouvrière, pour l'abolition du capitalisme.

Jeunes... attention!

(Suite de la page 1.)

Ce sont les restes des Compagnons qui s'appuient sur toutes leurs relations dans le monde militaire et industriel pour demeurer en place. Ce sont les ex-vichyssois qui, encore aujourd'hui, sont dans les délégations à la jeunesse. Ce sont tous ceux, en un mot, qui proposent à la jeunesse un idéal de pacotille pour l'empêcher de combattre.

Jeunes, attention! la bourgeoisie, comme le diable, a plus d'un tour dans son sac.

— Si vous vous efforcez, avant tout, de vous instruire sur les conditions de vie actuelle, sur votre profession, sur votre entourage;

— Si vous rompez avec tout carriérisme et n'abandonnez jamais un seul point de votre foi, sous prétexte de tactique;

— Si vous luttez dans votre syndicat pour vos propres revendications;

— Si vous savez combattre partout les réactionnaires, hier vichyssois, aujourd'hui camouflés en patriotes.

Abandonnez la « grande politique », les combines de couloirs, les manœuvres, les tactiques et tout le reste aux bourgeois et à leurs valets, jeunes ou vieux.

« La Jeunesse est la flamme la

APRÈS BERLIET LA S.O.M.U.A

A la suite de l'arrestation de son directeur, M. Lanterne, et pour lutter contre la profonde désorganisation qui règne dans l'usine, la SOMUA vient d'être mise sous séquestre par le Commissaire de la République.

Depuis trois semaines, la SOMUA « tourne » avec un administrateur séquestre et une commission consultative composée d'un agent de maîtrise, de deux ouvriers et d'un représentant de l'extérieur, pas encore choisis à l'heure actuelle. Cette commission a été désignée par l'administrateur séquestre sur proposition du personnel ouvrier, et sa nomination doit être ratifiée par le préfet. La collaboration ouvrière ne doit pas cependant se limiter à cette commission. Il est prévu un comité de gestion qui aura d'ailleurs un caractère plutôt consultatif, qui n'est autre que le comité patriotique dont on change le nom; ses attributions englobent les questions sociales, techniques et économiques. Il se composera d'environ dix membres qui ne seront pas nommés avant que paraisse le décret gouvernemental fixant d'une manière définitive les modalités selon lesquelles ce comité sera créé.

Les ouvriers ont-ils des motifs de se montrer pleinement satisfaits de la solution adoptée? En fait, cette mesure qui, certes, marque un progrès sur l'ancien état de choses ne leur apporte pas entière satisfaction.

Pourquoi une simple mise sous séquestre, c'est-à-dire une mesure provisoire qui laisse persister ultérieurement les propriétés d'une usine nationalisée sans indemnité ni rachat?

Pourquoi ne donner au comité de gestion qu'un rôle consultatif et pourquoi attendre pour le faire entrer en fonction? Nous réclamons la gestion ouvrière totale par des comités élus directement et démocratiquement par l'ensemble des ouvriers et responsables à tout moment devant eux.

Quelle est la situation de la SOMUA par rapport à Schneider dont elle est une filiale et dont elle dépend au point de vue crédit? Est-il possible de réaliser dans le futur une nationalisation de SOMUA, alors que Schneider, à notre connaissance, n'a encore été touché par aucune mesure de cet ordre? Cela pose un problème plus général : la nationalisation de certaines usines restera lettre morte dans une économie demeurée capitaliste dans son ensemble.

C'est seulement quand on aura confié réellement et sans réticences aux ouvriers de la SOMUA le contrôle de leur usine et l'organisation de sa production, ainsi que l'utilisation des bénéfices qu'ils auront lieu de se déclarer satisfaits et que la mesure prise sera autre chose que provisoire et tardive.

LE MILITANT.

Ce qu'ils disent... Ce qu'ils font...

Monsieur Billoux appelle la population à souscrire à l'emprunt. (« Lyon-Libre », 21 novembre.)

Au lieu de confisquer la fortune des autres... Le gouvernement lance un emprunt qui ne peut qu'enrichir les banques et aggraver la dette publique. (« Voix du Peuple », 6 novembre.)

Des paroles révolutionnaires... aux actes réactionnaires. Qui tirera profit de cet emprunt : le peuple, les ouvriers ou... les banques et les exploités? Les journaux communistes sont contre l'emprunt. M. Billoux, ministre communiste, fait appel en sa faveur. Pourquoi?

PETITE HISTOIRE.

Supposons que le gouvernement recueille 200 milliards de francs au moyen de l'emprunt perpétuel de 3 % ; cela signifie que tous les ans il faudra prélever à perpétuité 6 milliards de francs pour payer les coupons des souscripteurs.

Mais quels sont ceux qui disposent actuellement de 200 milliards? Certiniquement pas le petit ouvrier ou l'artisan, mais bien les gros trafiquants du marché noir; donc, à perpétuité, 6 milliards sortis de la poche des contribuables, c'est-à-dire de vous, de moi et du lampiste, iront, par l'intermédiaire des coupons, dans le portefeuille de ceux qui, pendant l'occupation, ne se sont pas embêtés.

LEmprunt

Le Comité d'Alger avait décidé non seulement les nationalisations, mais, en outre, le blocage des avoirs en banque, l'estampillage des billets, afin de prendre au fil les requins du marché noir et de la trahison. La liberté dans ce domaine est un leurre, car elle signifie la liberté d'amasser des millions, puis de conspirer contre les libertés du peuple.

On prévoit la création d'un impôt sur les bénéfices de guerre. (« Progrès », 3 novembre.)

L'emprunt à 3 % perpétuel, le premier qui ait jamais été mis au pair et qui a été décidé par le Conseil, constitue non seulement une importante initiative financière, mais un acte politique de belle portée.

Le renoncement à toute mesure de contrainte qu'il comporte, sera interprété avec faveur par le Pays. (« Marseillaise », 4 novembre.)

Et comment ne voit-on pas que cet emprunt va permettre à tous les profiteurs de guerre de mettre à l'abri leurs avoirs, même de paraître patriotes en apportant leur soutien financier au gouvernement? (« Marseillaise », 5 novembre.)

Le Général de Gaulle parlera dimanche en faveur de l'emprunt. Tous les membres du gouvernement prendront successivement la parole devant le micro pour exhorter le peuple français à souscrire à l'emprunt. (« Marseillaise », 17 novembre.)

SUR LE FRONT INTERNATIONAL

NOUS NE VOULONS PAS D'UN NOUVEAU VERSAILLES!

On a les meilleures nouvelles de quelques-uns de nos contemporains, de leur métier princes ou ex-rois, plus ou moins détronés et décorés. Ayant achevé dans une humble retraite leur obscure mission de résistants du mois d'octobre, ces messieurs en sortent maintenant que ça ne craint plus rien, s'agitent, font parler d'eux, et s'apprentent à déguster les marrons que de pauvres types des cinq continents auront tirés du feu.

Nulle devinette, nulle plaisanterie surtout dans tout ceci. Coup sur coup, — coïncidence savamment ménagée — on nous fait l'honneur de nous entretenir de trois de ces moyennageux personnages :

1° Le prince Ruprecht de Bavière vient d'être reçu au Vatican par le Pape Pie XII, « avec les honneurs dus à son rang », est-il précisé.

2° L'ex-roi Carol de Roumanie, ayant franchi l'Atlantique, fait des siennes à Lisbonne ou Madrid. Ce pantin, dont quelque « Allié » doit tirer les ficelles, cherche à rentrer en Roumanie, pays occupé par une armée rouge qui n'avait sans doute pas pensé à cela. Le lecteur antifasciste et socialiste apprendra avec plaisir que ledit Carol... est un prince de Hohenzollern.

3° L'archiduc Otto de Habsbourg se donne aussi de l'importance. Il est question de lui... pour une restauration du trône d'Autriche. Comme l'Autriche de 1919 ne peut pas vivre, et que la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie restaurées ne voudront rien lâcher, on se demande si certains ne rêvent pas de constituer un bloc catholique austro-bavarois autour de Vienne et de Munich. Cela ferait bien l'affaire du Vatican, des dépeçeurs de l'Allemagne et des grands propriétaires terriens de Bavière. Et les ouvriers

pourront toujours la boucler... Simple hypothèse, soit ; mais barassée sur des indices inquiétants. Fait-divers sans importance, dirait-on. Non. *Avertissement quant à la paix catastrophique qu'on nous prépare.* Car, en dépit de toutes les promesses et de toutes les leçons d'un passé récent, les vainqueurs nous conduisent à un traité de Versailles pire que le premier. Ainsi, les uns se sont battus au nom de l'« espace vital » et du « socialisme allemand » ; d'autres ont héroïquement défendu leur « patrie soviétique » ; d'autres ont lutté pour la démocratie, la liberté, l'indépendance de leur pays. Pendant cinq ans des milliards et des milliards ont été dépensés, la sueur et le sang ont coulé, de belles cités ont été rasées, de vastes régions transformées en un désert de cauchemar. Pendant cinq ans, nous avons assisté à un massacre mondial. Pourquoi? Pour le socialisme? Vous plaisantez. Pour les droits de l'homme? nullement. Pour les droits des nations? encore bien moins. Tout cela n'est qu'un malentendu comique. C'est pour que reviennent, tels des corbeaux sur un charnier, quelques princes féodaux et pro-fascistes, vomis par leurs peuples, mais qui, dans la période la plus révolutionnaire de l'histoire, seront garants de l'ordre et de la paix. L'ordre et la paix des cimetières...

Le prolétariat européen est à la croisée des chemins. Il liquidera ces vieilles lunes et bien d'autres encore, il prendra en mains la direction de ses destinées en s'emparant du pouvoir, il réalisera les Etats-Unis socialistes d'Europe et bâtira le socialisme. Sinon, ce sera la trique et, avant vingt ans, un troisième massacre. Notre choix est fait!

THIERRY.

LA CONFÉRENCE DE CHICAGO

A Chicago s'est tenue une conférence pour l'organisation des lignes aériennes après la guerre avec la participation de tous les Etats alliés.

Trois thèses sont en présence : Les Américains ne désirent aucune réglementation. Comme ils sont assurés par l'abondance de leurs avions et leurs bons prix de la supériorité matérielle, commerciale, ils ne veulent pas être pilotes entraînés, de bases qu'ils ont conquises dans le monde entier, ils ont les certitudes d'avoir la suprématie aérienne, et tout accord ne pourrait que restreindre leur champ d'action et limiter les bénéfices des trusts américains et des grandes compagnies aériennes des Etats-Unis.

L'Angleterre, dont la position est moins avantageuse et dont le trafic aérien risque d'être battu en brèche par celui des U.S.A., se fait l'écho des petits Etats, effrayés par les appétits américains. Elle réclame une réglementation et le partage des lignes aériennes.

Enfin, la Nouvelle-Zélande présente un plan de socialisation des grandes compagnies aériennes auquel la France a adhéré.

Autour de ces thèses, les alliés s'affrontent. Et l'U.R.S.S., restée en dehors de la conférence, compte les coups.

Hier c'était dans les conférences monétaires que les impérialismes s'affrontaient à la conférence de Chicago. Demain la planète, en fait, verra de nouveau les impérialismes lutter les uns contre les autres.

Est-ce pour cela que des dizaines de millions de personnes ont lutté?

La Nouvelle-Zélande a cent fois raison de demander la socialisation des lignes aériennes. Mais cela suppose la socialisation des trusts qui fournissent les avions et par conséquent, en définitive, la socialisation des grandes entreprises.

En résumé, la conférence de Chicago prouve, une fois de plus, que tant que les trusts n'auront pas été abattus, les appétits capitalistes continueront à dresser les peuples les uns contre les autres.

Pour nous, Français, cela veut dire que nous devons commencer par balayer notre propre maison en nationalisant les trusts de l'Aéronautique, en attendant les autres.

De cette façon nous aurons la certitude que l'expansion des lignes aériennes françaises ne servira pas quelque magnat de l'industrie, mais bien les intérêts des travailleurs. SOUDRAN.

CRISE POLITIQUE EN BELGIQUE

De puissantes démonstrations populaires se déroulent dans le pays. (Les Journaux.)

La crise a, on le sait, son origine dans les mesures édictées par le gouvernement Pierlot contre les membres des groupes de résistance, dans le cas où, à la date du 19 novembre, ceux-ci n'auraient pas rendu les armes en leur possession. (« Progrès », 18 novembre.)

Une déclaration du commandant des forces alliées de Belgique vient de préciser que le gouvernement avait été informé que les alliés l'aideraient à maintenir l'ordre et à faire régner la loi. (« Lyon-Libre », 18 novembre.)

Pierlot fait appel aux troupes alliées pour mater le peuple belge. (« Voix du Peuple », 19 novembre.)

EN MEURTHE-ET-MOSELLE, LE COMITÉ DES FORGES PRÊCHE LE CHAUVINISME.

Le Comité des Forges, en prenant le masque des F.F.I. ou de la résistance, est en ce moment très agressif. Toujours sous l'étiquette patriotique, il a déclenché une grande campagne contre les immigrés, visant à les éliminer de la vie économique et politique. Il veut ainsi supprimer le facteur progressif que représente la main-d'œuvre immigrée dans les bassins de Briey et de Longwy. (« Vie Ouvrière », 9 novembre.)

Le masque de la réaction, comme toujours : le chauvinisme.

Camarades ouvriers, paysans, syndiqués ou non, « Front Ouvrier » est votre journal. Ecrivez-nous, envoyez-nous vos critiques et vos suggestions à l'adresse suivante : Café de l'Escargot, 4, r. Marseille, Lyon

Noirolero & Fénérier S. A., Lyon. — 31-4977
Dépôt légal : 4^e trimestre 1944.
Gérante : Mme BUFFARD.
 Tirage de ce N° : 4.000 ex.